**ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA**

**LOI SUR LA QUALITÉ DE L’ENVIRONNEMENT**

**23 MARS 2018**

**NOUVEAUTÉS IMPORTANTES**

**Entrée en vigueur de la nouvelle Loi sur la qualité de l’environnement**

Depuis le 23 mars 2018, la nouvelle Loi sur la qualité de l’environnement (LQE) est en vigueur, notamment le nouveau régime d’autorisation unique visé par le nouvel article 22, qui encadre plusieurs activités distinctes pour un même projet. Ainsi, les demandes reçues par l’intermédiaire des formulaires existants sont acceptées et sont maintenant considérées comme des demandes faites en vertu du nouvel article 22, même si elles font référence aux anciens articles 22, 31.10, 31.75, 32, 32.1, 32.1, 48, 55, 65 et 70.9 de la LQE.

**Tarification**

**Les frais exigibles sont les mêmes qu’avant le 23 mars 2018**. Ce sont donc les tarifs liés aux anciens articles de la LQE qui prévalent. Une grille de concordance est disponible sur le site Web du Ministère à l’adresse suivante : [www.environnement.gouv.qc.ca/ministere/tarification/index.htm](http://www.environnement.gouv.qc.ca/ministere/tarification/index.htm).

**Secrets industriels ou commerciaux confidentiels – Une nouvelle obligation**

La LQE établit un nouveau régime d’accès à l’information environnementale, notamment par la création d’un registre public dans lequel seront rendues accessibles au public les demandes d’autorisation ainsi que les autorisations délivrées par le Ministère. Bien que ce registre public ne soit pas encore en vigueur, les demandes d’autorisation, y compris les documents déposés en soutien à ces demandes et les autorisations, ont déjà un caractère public.

En vertu du 1er alinéa de l’article 23.1 de la nouvelle LQE, la personne ou la municipalité qui demande une autorisation doit, dans sa demande, identifier les renseignements et les documents qu’elle considère comme des secrets industriels ou commerciaux confidentiels et justifier cette prétention. Ainsi, **il est important que le demandeur indique dans le formulaire, à la section « Autres renseignements » située à la fin du formulaire et dans l’espace prévu à cette fin, ses secrets industriels ou commerciaux qu’il considère comme confidentiels ainsi qu’une justification de leur confidentialité**.

Il est à noter qu’en vertu du 2e alinéa de l’article 23 de la nouvelle LQE, **la description de l’activité et sa localisation, de même que la nature, la quantité, la concentration et la localisation de tous les contaminants qui sont susceptibles d’être rejetés dans l’environnement, ont légalement un caractère public et ne peuvent constituer des secrets industriels ou commerciaux confidentiels.**

Selon le 2e alinéa de l’article 23.1, si le ministre n’est pas d’accord avec les prétentions du demandeur quant à la confidentialité des renseignements et des documents identifiés et qu’il décide de les rendre publics, il doit donner avis de sa décision au demandeur par écrit. La décision du ministre est exécutoire à l’expiration des quinze jours qui suivent la transmission de l’avis.

En résumé, un renseignement ou un document qui concerne les secrets industriels ou commerciaux d’une entreprise, un document ou un renseignement qui est visé par une enquête ou qui concerne la sécurité de l’État, la localisation d’espèces menacées ou vulnérables et les renseignements personnels seront protégés en vertu de la Loi.

**Demandes d’autorisation des projets affectant des milieux humides et hydriques**

Un régime d’autorisation particulier s’applique pour les projets visant le littoral d’un lac ou d’un cours d’eau à débit régulier ou intermittent, un étang, un marais, un marécage ou une tourbière. Les dispositions de ce régime correspondent à la section V.1 de la LQE modernisée (articles 46.0.1 à 46.0.12). Elles ajoutent des renseignements et documents à la liste de ceux qui doivent accompagner une demande d’autorisation, des éléments additionnels dont le ministre peut tenir compte dans le cadre de son analyse ainsi que d’autres motifs de refus spécifiques à ces projets.

L’article 46.0.5 de la LQE présente les types de travaux pour lesquels une contribution financière est requise préalablement à la délivrance d’une autorisation, sous réserve des soustractions prévues au Règlement sur la compensation pour l’atteinte aux milieux hydriques et humides entré en vigueur le 20 septembre 2018.

**Nous joindre**

Vous avez besoin de soutien pour comprendre la portée de ces nouveautés?

Appelez à la direction régionale sur le territoire de laquelle le projet visé par votre demande sera réalisé. Voir nos coordonnées au [www.environnement.gouv.qc.ca/ministere/rejoindr/adr\_reg.htm](http://www.environnement.gouv.qc.ca/ministere/rejoindr/adr_reg.htm).



**NOTES EXPLICATIVES**

Le présent formulaire a été élaboré en vue de faciliter et d’harmoniser la présentation d’une demande d’autorisation pour l’entreposage de MRF en vertu de l’article 22 de la Loi sur la qualité de l’environnement. Il doit être utilisé pour obtenir une autorisation pour l’érection d’un ouvrage de stockage de MRF et son exploitation ou l’exploitation d’un ouvrage de stockage existant visant notamment :

* L’entreposage de MRF liquides ou de MRF dont la siccité est inférieure à 15 %, sauf pour :
* Certaines matières végétales visées par un avis de projet (tableau 4.2);
* Les récipients et petits contenants étanches (tableau 4.6).
* L’entreposage des boues municipales primaires hors catégorie pour les pathogènes.

Le formulaire donne la possibilité de présenter une demande pour au plus 2 ouvrages de stockage qui doivent être localisés sur un même lieu d’élevage.

Le présent formulaire peut également être utilisé pour une **demande de modification d’une d’autorisation** dans les cas suivants (liste non exhaustive):

1. Prolongation de la date de fin de la réalisation de l’autorisation pour les ouvrages de stockage aux conditions suivantes :
* Elle n’excède pas la durée mentionnée dans une autorisation délivrée en vertu de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles, s’il y a lieu;
* L’attestation d’étanchéité de l’ouvrage soit toujours valide (moins de 5 ans). Dans le cas contraire, une nouvelle attestation devra être fournie;
* La demande de modification ne fera pas en sorte que la durée de l’autorisation excède celle des situations visées en 9.3.3.2 du Guide MRF.
1. Ajout ou remplacement d’un type de MRF par un autre type de MRF dans l’ouvrage de stockage lorsqu’elles n’ont pas été autorisées dans l’autorisation, pourvu que la classification de la MRF demeure la même ou soit moins restrictive.

Les notes explicatives sont divisées en section puis en sous-sections qui correspondent à celles du formulaire.

**Section 1 Renseignements relatifs au demandeur**

Le demandeur de l’autorisation peut être une personne physique, une société, une association ou une personne morale.

Le numéro d’entreprise du Québec (NEQ) peut se trouver en consultant l’adresse suivante : <http://www.registreentreprises.gouv.qc.ca/fr/services_ligne/demande-de-services/S00436.aspx>

Le **numéro d’intervenant** est attribué par le MELCC à chaque exploitant ou propriétaire (personne physique ou morale) d’un lieu d’élevage. Il débute soit par un chiffre, soit par un Y et est suivi de 7 chiffres. Il se trouve aux sections 1.1 et 1.3 du formulaire Bilan de phosphore lorsqu’il est requis pour l’exploitation agricole où se situe l’ouvrage de stockage. En l’absence de cette information, il ne faut rien inscrire dans cette case.

**Section 3 Renseignements relatifs au propriétaire des ouvrages de stockage**

Dans le cas, où le demandeur de l’autorisation n’est pas le propriétaire de l’ouvrage de stockage, une entente d’utilisation (bail de location) de l’ouvrage de stockage de MRF doit accompagner la demande d’autorisation. Cette entente doit être d’une durée équivalente à celle de l’autorisation et doit être signée et datée par les 2 parties. Elle doit également prévoir les conditions applicables lors de la remise de l’ouvrage de stockage à son propriétaire en fin de période de réalisation de l’autorisation.

**Section 4 Type de demande**

La fin de la période de réalisation de l’autorisation est la date à laquelle l’activité prend fin selon la période de réalisation prévue. Cette information est notamment requise afin de déterminer les mesures supplémentaires qui seront exigées afin de prévenir les problèmes d’odeur que pourraient engendrer les MRF entreposées. Ainsi, une autorisation pour l’exploitation d’un ouvrage pour le stockage de biosolides, par exemple, dont la fin de la période de réalisation de l’autorisation est le 1er novembre 2019, implique qu’à cette date l’ouvrage de stockage de MRF devra être vidangé de son contenu à moins qu’une modification de l’autorisation ait été délivrée pour prolonger la période de réalisation de l’activité.

Le numéro de document SAGO de l’autorisation est constitué de 9 chiffres débutant par 40 et attribué de manière séquentielle à tout document émanant du Ministère. Il est normalement inscrit sur le document d’autorisation ou de modification sous le numéro de référence.

**SECTION A OUVRAGES DE STOCKAGE DE MRF**

Cette section doit être complétée par un ingénieur, notamment dans les situations suivantes :

* Lorsque le projet comporte l’érection d’un nouvel ouvrage de stockage de MRF;
* Lorsque l’avis technique confirmant l’étanchéité de ou des ouvrage(s) de stockage existant(s) est daté de plus de 5 ans au moment du dépôt de la demande;
* Lorsque le projet prévoit un recouvrement permanent sur un ouvrage de stockage existant.

**section A2 renseignementS RELATIFS AUX ouvrages de stockage de mrf**

Le cadastre, un registre de l’État composé de plusieurs plans et documents, est de la responsabilité du ministère de l’Énergie et des Ressources naturelles (MERN). Il est possible de le consulter au [www.mern.gouv.qc.ca](http://WWW.mrnf.gouv.qc.ca). Des frais sont exigés pour la consultation.

Le numéro du lieu est attribué par le MELCC à chaque lieu d’élevage au Québec. Le numéro de lieu débute soit par un chiffre, soit par un X et est aussi suivi de 7 chiffres. Il se trouve à la section 1.3 du formulaire Bilan de phosphore lorsqu’il est requis pour l’exploitation agricole où se situe l’ouvrage de stockage. En l’absence de cette information, il ne faut rien inscrire dans cette case.

**Section A3 DOCUMENTS D’INGÉNIERIE RELATIFS AUX OUVRAGES DE STOCKAGE DE MRF**

Pour un ouvrage de stockage existant, il est demandé à la section A3.1.1 de transmettre un avis technique d’étanchéité de l’ouvrage. Cet avis doit être daté de moins de 5 ans lors du dépôt de la demande de certificat d’autorisation.

**SECTION B ENTREPOSAGE DE MRF DANS UN OU DES OUVRAGES DE STOCKAGE DE MRF**

**Section B4 ASSUJETISSEMENT DU PROJET À L’AUTORISATION DE LA CPTAQ**

La [CPTAQ](http://www.cptaq.gouv.qc.ca/decisions_recherche/app/) a émis, le 7 mai 2013, une décision portant le #403560 pour venir départager les cas où une autorisation était nécessaire pour le stockage des MRF et ceux où elle n’est pas nécessaire. Les justifications demandées doivent référer au contenu de cette décision.

**SECTION B5 Assujettissement du projet au Règlement sur les garanties financières(RGF)**

Dans certains cas, l’exploitation d’une installation visée par le RGF est subordonnée à la constitution d’une garantie financière. Vous trouverez des informations sur les formes de garantie admissible à l’adresse suivante : <http://www.environnement.gouv.qc.ca/ministere/garanties-financieres/index.htm>.

Pour une installation visée, le délai de transmission de la garantie financière au Ministère varie selon la date de début de l’exploitation de l’ouvrage de stockage de matières organiques résiduelles (MOR). Les délais sont les suivants :

1) **23 février 2017** pour les ouvrages de stockage de MOR déjà exploités le 24 avril 2014;

2) **60 jours après le début de l’exploitation** des ouvrages de stockage de MOR ayant débuté leur exploitation entre le 24 avril 2014 et le 22 juin 2014;

3) **60 jours avant le début de l’exploitation** des ouvrages de stockage de MOR exploités après le 22 juin 2014.

**SECTION C LOCALISATION DES OUVRAGES DE STOCKAGE**

Le plan de localisation des lieux de stockage doit inclure les renseignements suivants :

* Identification des lots (inclure également un extrait de la carte cadastrale) et du zonage;
* Localisation des lieux de stockage;
* **Identification** et localisation, dans un périmètre de 75, 100 et 500 m (pour une MRF ou un mélange de MRF de catégorie O3, des immeubles protégés, des maisons d’habitation, des voies de circulation (rang, chemin, route, etc.) et des zones sensibles (**installations de prélèvement d’eau de toutes catégories (RPEP)**), cours d’eau, lacs, fossés;
* Échelle du plan et indication du nord géographique.

La dernière colonne des tableaux C1 et C2 *Identification des points de référence*sert à l’inscription du nom ou des coordonnées des points de référence (site de prélèvement, cours d’eau, lac, etc.) dans le périmètre prévu au plan de localisation.  Par ex : site de prélèvement au 541, Rang x, Municipalité Y.

**Section C1 Localisation des ouvrages de stockage de MRF en lien avec les eaux et autres milieux**

**section C1.3 Boisés et milieux humides**

Si vous avez répondu « oui » à l’une ou l’autre des questions C1.3.1 ou C1.3.2, contactez votre direction régionale du ministère de l’Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC), afin de savoir si les documents suivants doivent être joints à votre demande :

* + Un inventaire des espèces floristiques menacées et vulnérables telles que définies aux articles 2 et 3 du Règlement sur les espèces floristiques menacées ou vulnérables et leurs habitats (E‑12.01, r. 3);
	+ Un inventaire des espèces floristiques menacées ou vulnérables susceptibles d’être ainsi désignées telles que définies à l’annexe 1 de l’arrêté ministériel concernant la publication d’une liste d’espèces de la flore vasculaire menacée ou vulnérable ou susceptible d’être ainsi désignée et concernant la publication d’une liste des espèces de la faune vertébrée menacée ou vulnérable ou susceptible d’être ainsi désignée. Loi sur les espèces menacées ou vulnérables (L.R.Q., c. E‑12.01, a.9).

**Section C2 LOCALISATION DES OUVRAGES DE STOCKAGE DE MRF EN LIEN AVEC LA QUALITÉ DE L’AIR**

**section C2.1 et C2.2 bioaérosols ET Odeurs**

Le Guide prévoit une distance minimale de 100 m entre l’ouvrage de stockage et les maisons voisines et les immeubles protégés afin d’assurer une protection au voisinage contre les bioaérosols. Des distances séparatrices de 75 m (MRF catégorie O2) ou de 500 m (catégorie O3) sont prévues au tableau 9.1 du Guide. Toutefois, une distance inférieure est possible dans les cas suivants :

* La demande d’autorisation est pour une durée inférieure à 2 ans. Dans ce cas, la ou les lettre(s) de consentement avec le propriétaire ou le locataire des maisons et des immeubles protégés devra (devront) être fournie(s) en annexe de la demande d’autorisation. De plus, cette lettre devra faire état du risque et des mesures préventives afin de minimiser l’exposition aux bioaérosols dans le cas de MRF ou d’un mélange de MRF de catégorie P2.
* L’ouvrage de stockage est muni d’un recouvrement permanent (toiture fermée, toile permanente sur l’ouvrage de stockage ou tout autre type de recouvrement donnant le même résultat).

**ESPACE RÉSERVÉ AU MINISTÈRE DE L’ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (MELCC)**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Date de réception :** |       | Gestion documentaire : |       |
| No de demande : |       |
| No d’intervenant : |       |
| No d’intervention : |       |
| No de lieu : |       |

|  |  |
| --- | --- |
| **V/Réf. :** |       |

|  |
| --- |
| **1. RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU DEMANDEUR** |
| Nom du demandeur : |       |
| Numéro d’entreprise du Québec (NEQ) : |       |
| Nom du responsable : |       |
| Adresse postale : |       | Code postal : |       |
| Municipalité : |       | Téléphone : |        -     p.       |
| Courriel : |       | Télécopieur : |        -     |
| Numéro de l’intervenant MELCC : |       |

|  |
| --- |
| **2. RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU MANDATAIRE (**s’il y a lieu**)** |
| Nom du mandataire : |       |
| Nom du responsable : |       |
| Adresse postale : |       | Code postal : |       |
| Municipalité : |       | Téléphone : |        -     p.       |
| Courriel : |       | Télécopieur : |        -     |

|  |
| --- |
| **3. RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU PROPRIÉTAIRE DE OU DES OUVRAGE(S) DE STOCKAGE**  |
| Le demandeur désigné à la section 1 est-il propriétaire de(s) l’ouvrage(s) de stockage faisant l’objet de la présente demande? Si oui, passer à la section suivante. | [ ] [ ] [ ] Oui [ ]  | Non1 [ ]  |
| Nom du propriétaire : |       |
| Numéro d’entreprise du Québec (NEQ) : |       |
| Adresse postale : |       | Code postal : |       |
| Municipalité : |       | Téléphone : |        -     p.       |
| Numéro de l’intervenant MELCC : |       |

1 : Une entente d’utilisation de l’ouvrage de stockage devra accompagner la demande d’autorisation.

|  |
| --- |
| **4**. **TYPE DE DEMANDE (cocher la ou les case(s) appropriée(s)** |
| [ ]  | Autorisation | [ ]  | Exploitation d’un ou d’ouvrage(s) de stockage | Date du début du projet : 2/  /  Date de fin du projet :     /  /   |
| [ ]  | Érection d’un ou d’ouvrage(s) de stockage | Date de début du projet :     /  /  Date de fin du projet :     /  /   |
| [ ]  | Modification1 de l’autorisation | No document de l’autorisation :  | 40      |
| Description de la modification :  |       |
| [ ]  | Autre (préciser) : |       |

1 : Voir le préambule des notes explicatives.

| **5. DESCRIPTION SOMMAIRE DU PROJET** (Type de MRF, mélange de MRF, nombre d’ouvrage(s) de stockage, type d’ouvrage(s) de stockage, MRF seule ou en mélange par ouvrage de stockage, ouvrage(s) de stockage existant(s) ou à construire, etc.) |
| --- |
|       |

|  |
| --- |
| **6. DOCUMENTS ANNEXÉS À LA DEMANDE**  |
| **6.1** | Original ou copie certifiée conforme d’un document du conseil d’administration ou des associés autorisant le signataire à présenter la demande au Ministère. | Oui [ ]  | N/A [ ]  |
| **6.2** | Original ou copie certifiée conforme de la résolution du conseil d’administration ou des associés ou document du propriétaire habilitant le mandataire à présenter la demande au Ministère. | Oui [ ]  | N/A [ ]  |
| **6.3** | Original de la déclaration du demandeur en vertu de l’article 115.8 de la Loi sur la qualité de l’environnement. Elle est valide pour une période d’un an. Si non, la déclaration a déjà été présentée au Ministère et elle date de moins d’un an. La copie de ladite déclaration est jointe.  | Oui [ ]  |
| **6.4** | Preuve de propriété du lot ou des lots visé(s) par la demande. | Oui [ ]  |
| **6.5** | Entente d’utilisation (bail de location) pour un ouvrage de stockage de MRF n’appartenant pas au demandeur. | Oui [ ]  | N/A [ ]  |
| **6.6** | Mandat définissant les rôles et responsabilités entre l’exploitant de l’ouvrage de stockage et son mandataire (consultant). | Oui [ ]   | N/A [ ]  |
| **6.7** | Mandats définissant les rôles et responsabilités de chaque partie prenante à la demande (agronome et ingénieur). | Oui [ ]  |
| **6.8** | Plans et devis pour un nouvel ouvrage de stockage et programme de suivi de l’étanchéité requis pour un nouvel ouvrage de stockage. | Oui [ ]  | N/A [ ]  |
| **6.9** | Avis technique contemporain (moins de 5 ans) attestant de l’étanchéité d’un ou des ouvrage(s) de stockage existant(s). | Oui [ ]  | N/A [ ]  |
| **6.10** | Plans et devis de réfection pour un ouvrage de stockage existant et attestation de conformité des travaux de réfection. | Oui [ ]  | N/A [ ]  |
| **6.11** | Plans et devis pour un recouvrement permanent sur un ou des ouvrages de stockage existants. | Oui [ ]  | N/A [ ]  |
| **6.12** | Programme de gestion des odeurs1. | Oui [ ]  | N/A [ ]  |
| **6.13** | Plan de localisation. | Oui [ ]  |
| **6.14** | Lettre (s) de consentement avec le(s) propriétaire(s) ou locataire(s) des maisons d’habitation et d’immeubles protégés. | Oui [ ]  | N/A [ ]  |
| **6.15** | Engagement dont le contenu reprend les exigences de la section 9.3.4 du Guide MRF si MRF ou mélange de MRF de catégorie P2 (risques occupationnels). | Oui [ ]  | N/A [ ]  |
| **6.16** | Programme d’information et de sensibilisation dont le contenu reprend les exigences minimales du tableau 10.5 du Guide MRF | Oui [ ]  | N/A [ ]  |
| **6.17** | Autorisation de la CPTAQ. | Oui [ ]  | N/A [ ]  |

1 : Le programme de gestion des odeurs est requis pour les situations visées à la section 9.3.3.2 du Guide MRF.

|  |
| --- |
| **7. TRANSMISSION D’UNE COPIE DE LA DEMANDE À LA MUNICIPALITÉ LOCALE OU À LA MRC(COCHEZ LA CASE APPROPRIÉE)** |
| J’ai transmis une copie de la présente demande à la municipalité de      , de      .J’ai transmis une copie de la présente demande à la MRC de      , de      . | Oui [ ] Oui [ ]  |

|  |
| --- |
| **8. Autres renseignements** |
| Secret industriel ou commercial confidentiel      |

|  |
| --- |
| **9. DÉCLARATION ET ENGAGEMENT DE L’EXPLOITANT DE L’OUVRAGE DE STOCKAGE** |
| Je,  |       | (nom en lettres moulées), déclare que les renseignements fournis  |
| dans le présent document sont exacts. En outre, j’ai pris connaissance des recommandations et des spécifications applicables au présent projet et je m’engage à les respecter. Plus précisément, je m’engage à :* tenir un registre1 des entrées et sorties des MRF;
* réaliser le programme de gestion des odeurs [ ]  ou N/A [ ] ;
* réaliser un test d’olfactométrie ou de flairage2, à la suite d’une demande écrite du MELCC [ ]  ou N/A [ ] ;
 |
| * déposer la garantie financière dans le délai prévu au règlement3 [ ]  ou N/A [ ] ;
* vider et à nettoyer l’ouvrage ou les ouvrages de stockage à la fin de la période de réalisation de l’autorisation.
 |
| Signature : |  | Date : |  |  |
|  |

1 : Le registre doit contenir toutes les informations requises pour compléter le rapport d’activités d’entreposage.

2 : Ce test peut être demandé par le MELCC à la suite de la réception de plaintes liées au stockage de MRF et jugées fondées par le Ministère pour les situations visées en 9.3.3.2 du Guide.

3 : [Règlement sur les garanties financières exigibles pour l'exploitation d'une installation de valorisation de matières organiques résiduelles (RGF)](http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=3&file=/Q_2/Q2R28_1.HTM).

|  |
| --- |
| **SECTION A OUVRAGES DE STOCKAGE DE MRF (**À compléter par l’ingénieur**)** |

|  |
| --- |
| **A1. RENSEIGNEMENTS RELATIFS À L’INGÉNIEUR**  |
| Nom : |       |
| Numéro de membre OIQ : |       |
| Entreprise : |       |
| Adresse postale : |       | Code postal : |       |
| Municipalité : |       | Téléphone : |        -     p.      |
| Courriel : |       | Télécopieur : |        -     |

| **A2 RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX OUVRAGE(S) DE STOCKAGE DE MRF** |
| --- |
|  | **[ ] Identification des ouvrages de stockage** |
| **[ ] No 1** | **[ ] No 2** |
| **A2.1** | **Identification** des ouvrages de stockage  | [ ] [ ] Nouveau [ ] Existant [ ]  | [ ] [ ] Nouveau [ ] Existant [ ]  |
| **A2.2** | **Localisation des ouvrages** |
| Adresse : |       |       |
| Municipalité : |       |       |
| **Désignation cadastrale** |
| Cadastre rénové du Québec : **ou**  |       |       |
| Lot : |       |       |
| Rang ou Concession : |       |       |
| Cadastre ou Canton : |       |       |
| Numéro de lieu1 MELCC : |       |       |
| **A2.3**  | **Capacité des ouvrages de stockage** |
| Volume total de l’ouvrage : |      m3 |      m3 |
| Volume utile de l’ouvrage : |      m3 |      m3 |
| Volume autorisé de l’ouvrage2 : |      m3 |      m3 |
| Volume MRF entreposée : |      m3 |      m3 |

1 : Voir la section A2 des notes explicatives.

2 : Ce volume est utilisé pour déterminer l’assujettissement au [Règlement sur les garanties financières exigibles pour l'exploitation d'une installation de valorisation de matières organiques résiduelles (RGF)](http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=3&file=/Q_2/Q2R28_1.HTM).

| **A3. DOCUMENTS D’INGÉNIERIE RELATIFS AUX OUVRAGES DE STOCKAGE DE MRF** |
| --- |
| **A3.1** | **Ouvrage(s) de stockage existant(s)** [ ]  |
| A3.1.1 | L’avis technique portant sur l’étanchéité de ou des ouvrages de stockage est conforme1 aux dispositions de la section 9.3.2 du Guide MRF, édition 2015 et au chapitre 6 du Guide technique2. | Oui [ ]  |
| A3.1.2 | Les plans et devis de réfection ont été réalisés conformément à la section 6.4 du Guide technique, ainsi que l’attestation de conformité des travaux. | Oui [ ]   | N/A [ ]  |
| **A3.2** | **Érection d’un ou d’ouvrage(s) de stockage** [ ]  |
| A3.2.1 | Plans et devis conformes aux exigences applicables de la section 9.3.2 du Guide MRF, édition 2015. | Oui [ ]  |
| A3.2.2 | Le contenu de l’attestation de conformité des travaux d’aménagement de l’ouvrage sera conforme à la section 5.1 du Guide technique1.Préciser le délai de transmission au MELCC : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | Oui [ ]  |
| A3.2.3 | Le contenu de l’attestation d’étanchéité suivant la mise en service du nouvel ouvrage de stockage sera conforme à la section 5.2 du Guide technique1.Préciser le délai de transmission au MELCC : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | Oui [ ]  |
| A3.2.4 | Les recommandations d’inspection prévues à la section 5.3 du Guide technique sont incluses au programme de suivi annexé à la demande. | Oui [ ]  |
| **A3.3**  | **Recouvrement du ou des ouvrages de stockage de MRF** [ ]  |
| A3.3.1 | Plans et devis pour une toiture permanente (toiture, toile) | Oui [ ]  |
| Attestation de conformité des travauxPréciser le délai de transmission au MELCC : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | Oui [ ]  |

1 : Les dérogations au Guide technique devront être justifiées par l’ingénieur à la section A4 du formulaire.

2 : Guide technique « L’entreposage des fumiers, 3e édition » et erratum d’octobre 2015.

|  |
| --- |
| **A4. COMMENTAIRES** |
|       |

|  |
| --- |
| **A5. DÉCLARATION ET ENGAGEMENT DE L’INGÉNIEUR** |
| Je,  |       | (nom en lettres moulées), soussigné et membre de l’Ordre des |
| ingénieurs du Québec, déclare que les renseignements fournis dans la présente section du formulaire et, si tel est le cas [ ] , dans la section C du formulaire portant sur la localisation des ouvrages en regard à la protection de l’eau et de l’air sont exacts et conformes aux exigences du *Guide sur le recyclage des matières résiduelles fertilisantes*, édition 2015, ainsi qu’aux règles de l’art. Je déclare également que le projet est conforme à toute réglementation applicable. Je m’engage à  déposer, auprès du Ministère, dans les délais prévus :* à la section A3.2 du présent formulaire, l’attestation de conformité et l’attestation d’étanchéité à la suite de la mise en service de ou des ouvrage(s) de stockage [ ]  ou N/A [ ] ;
* à la section A3.3 du présent formulaire, l’attestation de conformité des travaux de recouvrement du ou des ouvrage(s) de stockage [ ]  ou N/A [ ] .
 |
|  |
| Signature : |  | Date : |  |  |
|  |  |

|  |
| --- |
| **SECTION B ENTREPOSAGE DE MRF DANS UN OU DES OUVRAGES DE STOCKAGE DE MRF** (À compléter par l’agronome) |

|  |
| --- |
| **B1. RENSEIGNEMENTS RELATIFS À L’AGRONOME**  |
| Nom : |       |
| Numéro de membre OAQ : |       |
| Entreprise : |       |
| Adresse postale : |       | Code postal : |       |
| Municipalité : |       | Téléphone : |        -     p.       |
| Courriel : |       | Télécopieur : |        -     |

|  |
| --- |
| **B2. RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX MRF OU AU MÉLANGE DE MRF** |
| **B2.1** | **Type de MRF1** | **Classification****C-P-O-E2** | **Provenance3** | **Entreposage4 - Ouvrage(s) de stockage** |
| **No 1** | **No 2** |
|       |       |       | [ ]  | [ ]  |
|       |       |       | [ ]  | [ ]  |
|       |       |       | [ ]  | [ ]  |
|       |       |       | [ ]  | [ ]  |
|       |       |       | [ ]  | [ ]  |
|       |       |       | [ ]  | [ ]  |
|       |       |       | [ ]  | [ ]  |
|       |       |       | [ ]  | [ ]  |
|       |       |       | [ ]  | [ ]  |
|       |       |       | [ ]  | [ ]  |
|       |       |       | [ ]  | [ ]  |
|       |       |       | [ ]  | [ ]  |
|       |       |       | [ ]  | [ ]  |
|       |       |       | [ ]  | [ ]  |
| **B2.2** | Dans le cas de mélanges de MRF, mentionner l’option du tableau 7.2 et apporter les justifications si nécessaire : |       |  |  |
| **B2.3** | Période5 de retrait partiel des MRF  |
| Ouvrage de stockage no 1 | Date de début :     /  /   Date de fin :     /  /   |
| Ouvrage de stockage no 2, s’il y a lieu | Date de début :     /  /   Date de fin :     /  /   |
| **B2.4** | La demande d’autorisation prévoit l’entreposage d’une MRF ou d’un mélange de MRF liquide O3 pour une durée supérieure à 2 ans ? Si oui, passer à la section B3. Si non, passer à la section B4. | Oui [ ]  | Non [ ]  |
| **B2.5** | La demande d’autorisation prévoit l’entreposage d’une MRF ou d’un mélange de MRF solide O3 pour une durée supérieure à 5 ans ? Si oui, passer à la section B3. Si non, passer à la section B4. | Oui [ ]  | Non [ ]  |
| **B2.6** | La demande d’autorisation prévoit l’entreposage d’une MRF ou d’un mélange de MRF liquide O2 pour une durée supérieure à 5 ans ? Si oui, passer à la section B3. Si non, passer à la section B4. | Oui [ ]  | Non [ ]  |

1 : Utiliser la nomenclature du tableau 6.1 du Guide MRF.

2 : Remplir les pages 1 et 2 du Sommaire PAER du formulaire de Demande d’autorisation recyclage pour l’épandage pour chaque MRF visée ou fournir l’information équivalente. Fournir la compilation des analyses des 12 derniers mois pour chaque MRF et les certificats d’analyses signés par un chimiste.

3 : La provenance de la MRF n’est pas requise pour les biosolides municipaux.

4 : Cochez la case de l’ouvrage de stockage dans lequel seront entreposées les MRF.

5 : La période partielle de retrait doit être au minimum d’une durée de 7 jours. Pendant cette période, le volume maximum dans l’ouvrage de stockage doit être d’au plus 25 % de la capacité totale de l’ouvrage.

|  |
| --- |
| **B3. MESURES SUPPLÉMENTAIRES POUR L’ENTREPOSAGE DE CERTAINES MRF**  |
| Ces mesures s’appliquent aux MRF visées par les situations décrites à la section 9.3.3.2 du Guide MRF. Au moins une des mesures de la sous-section B3.1 du formulaire devra être prise par le demandeur pour minimiser les impacts sur les odeurs pour le voisinage provenant d’un ou des ouvrage(s) de stockage.  |
| **B3.1 Mesures de réduction des impacts**  | **Identification des ouvrages de stockage** |
| **[ ] No 1** | **[ ] No 2** |
| **B3.1.1**  | Recouvrement permanent1 | Oui [ ]  | N/A [ ]  | Oui [ ]  | N/A [ ]  |
| **B3.1.2** | Matelas de paille flottante | Oui [ ]   | N/A [ ]  | Oui [ ]  | N/A [ ]  |
| a) dont l’épaisseur est d’au moins 10 cm. | Oui [ ]  | Oui [ ]  |
| b) couvrant plus de 98 % de la surface de l’ouvrage du 1er mai au 31 octobre inclusivement2. | Oui [ ]  | Oui [ ]  |
| c) dont le système de réception des liquides minimise la destruction du matelas de paille. | Oui [ ]  | Oui [ ]  |
| **B3.1.3** | Chaulage du matériel entreposé à un pH 12 et maintien à un pH supérieur à 10 en tout temps. | Oui [ ]  | N/A [ ]  | Oui [ ]  | N/A [ ]  |
| a) aux moments les moins incommodants pour le voisinage3. | Oui [ ]   | Oui [ ]  |
| b) respect des conditions du tableau 8.5 du Guide, s’il s’agit de boues d’abattoirs chaulées à l’usine. | Oui [ ]  | N/A [ ]  | Oui [ ]  | N/A [ ]  |
| **B3.1.4** | Autre mesure jugée appropriée par le professionnel4. | Oui [ ]  | Oui [ ]  |
| **B3.2 Programme de gestion des odeurs** |
| **B3.2.1** | Le programme de gestion des odeurs est réalisé conformément aux dispositions de la section 9.3.3 du Guide MRF. | Oui [ ]  |
| **B3.3 Test d’olfactométrie5** |
| **B3.3.1** | Dans le cas de plaintes d’odeurs jugées fondées, le demandeur doit s’engager à effectuer, à ses frais, jusqu’à un test d’olfactométrie par an afin de vérifier la catégorie d’odeur mentionnée à l’autorisation. | Oui [ ]  |

1 : On entend par recouvrement permanent, les toitures fermées, toiles, etc.

2 : Ce critère ne s’applique pas lors de la réception/manutention et jusqu’à 6 heures après ces activités.

3 : Indiquer les horaires de brassage dans le plan d’intervention prévu au programme de gestion des odeurs, section B3.2.

4 : Décrire, en détail, dans la section commentaires, la mesure proposée s’il y a lieu.

5 : Le Ministère pourrait demander un test de flairage au lieu d’un test d’olfactométrie.

|  |
| --- |
| **B4. Assujettissement du projet à l’autorisation de la CoMmission DE protection du territoire AGRICOLE (CPTAQ)** |
| **B4.1** | Le projet requiert-il une autorisation de la CPTAQ? | Oui [ ]   | Non [ ]  |
| Si oui, l’autorisation est annexée à la présente demande d’autorisation. | Oui [ ]  |
| Si non, inscrire les motifs le justifiant : |       |

|  |
| --- |
| **B5. Assujettissement du projet au Règlement sur les garanties financières1 (RGF)** |
| **B5.1** | Le projet est assujetti2 à l’obligation de fournir au ministre une garantie financière. Si oui, passer à la question suivante.  | Oui [ ]   | Non [ ]  |
| Si non, inscrire les motifs le justifiant : |       |
| **B5.2** | Inscrire le montant3 de la garantie financière.  |       $ |

1 : [Règlement sur les garanties financières exigibles pour l'exploitation d'une installation de valorisation de matières organiques résiduelles (RGF)](http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=3&file=/Q_2/Q2R28_1.HTM)

2 : Voir les articles 2 et 3 du RGF pour déterminer l’assujettissement du projet. Voir les notes explicatives à la section B5 du formulaire pour le délai

 de transmission de la garantie financière.

3 : Voir l’annexe 1 du RGF pour le calcul de la garantie.

|  |
| --- |
| **B6. COMMENTAIRES** |
|       |

|  |
| --- |
| **B7. DÉCLARATION ET ENGAGEMENT DE L’AGRONOME** |
|  |
| Je,  |       | (nom en lettres moulées), soussigné et membre de l’Ordre des |
| agronomes du Québec, déclare que les renseignements fournis à la présente section du formulaire, et si tel est le cas [ ] , dans la section C du formulaire portant sur la localisation des ouvrages en regard à la protection de l’eau et de l’air sont exacts et conformes au *Guide sur le recyclage des matières résiduelles fertilisantes*, édition 2015, ainsi qu’aux règles de l’art. Je m’engage à : * transmettre, au MELCC, le rapport d’activités de stockage sur le formulaire prévu à cette fin au plus tard le 31 janvier suivant l’entreposage de MRF.
 |
|  |
| Signature : |  | Date : |  |  |
|  |

|  |
| --- |
| **SECTION C LOCALISATION DES OUVRAGES DE STOCKAGE DE MRF1** (À compléter par l’ingénieur ou l’agronome) |

| **C1. Localisation des ouvrages de stockage de MRF En lien avec les eaux et autres milieux** |
| --- |
|  | **Points de référence** | **Normes** | **[ ] Identification des ouvrages de stockage** | **Identification des points de référence** |
| **[ ] No 1** | **[ ] No 2 [ ]**  |
| **C1.1 Eaux souterraines2** |
| C1.1.1 | Prélèvement d’eau souterraine lorsque son niveau de vulnérabilité est **moyen ou élevé**. | **Catégories 1 et 2**3À l’extérieur des premiers 100 m de l’aire de protection bactériologique4 | Oui [ ]  | N/A [ ]  | Oui [ ]  | N/A [ ]  |       |
| **Catégorie 3**3[ ]  À l’extérieur de l’aire de protection bactériologique**ou**[ ]  + de 30 m si l’aire est inconnue | Oui [ ]  | N/A [ ]  | Oui [ ]  | N/A [ ]  |       |
| C1.1.2 | Prélèvement d’eau souterraine lorsque son niveau de vulnérabilité est **faible**. | **Catégories1 et 2**3+ de 30 m | Oui [ ]  | N/A [ ]  | Oui [ ]  | N/A [ ]  |       |
| **Catégorie 3**3+ de 3 m | Oui [ ]  | N/A [ ]  | Oui [ ]  | N/A [ ]  |       |
| **C1.2 Eaux de surface**5 |
| C1.2.1 | Un cours d’eau6, un lac, un marécage, un marais naturel ou un étang (sauf un étang réservé uniquement à la lutte contre les incendies ou à l’irrigation des cultures). | + de 15 m7 | [ ] [ ] [ ] Oui [ ]  | Oui [ ]  |       |
| **C1.3 BOISÉS ET MILIEUX HUMIDES** |
| C1.3.1 | L’ouvrage de stockage est localisé dans un boisé. | Oui8[ ]  | Non [ ]  | Oui8[ ]  | Non [ ]  |       |
| C1.3.2 | L’ouvrage de stockage est localisé dans un milieu humide9.  | Oui8[ ]  | Non [ ]  | Oui8[ ]  | Non [ ]  |       |

1 : Voir les notes explicatives à la section C du formulaire.

2 : Ces critères découlent du [Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection (RPEP).](http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=3&file=/Q_2/Q2R35_2.HTM)

3 : Les catégories de prélèvement d’eau sont décrites à l’article 51 du RPEP.

4 : L’expression « les premiers 100 m » vise à identifier les portions de l’aire de protection qui sont englobées par ce critère donc qui se situent à 100 m ou moins du site de prélèvement d’eau.

5 : Les définitions relatives à l’eau de surface sont les mêmes que celles prévues dans les notes explicatives de l’article 4 du [Guide de référence du Règlement sur les exploitations agricoles](http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/milieu_agri/agricole/guide-reference-REA.pdf).

6 : S’applique aux cours d’eau dont l’aire totale d’écoulement (largeur moyenne par la hauteur moyenne) est supérieure à 2 m2.

7 : Ces distances sont mesurées à partir de la ligne des hautes eaux, s’il y a lieu.

8 : Voir les notes explicatives à la section C1.3.

9 : Selon les définitions du document [« Identification et délimitation des milieux humides du Québec méridional »](http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/eau/rives/milieuxhumides.htm).

|  |
| --- |
| **C2. LOCALISATION DES OUVRAGES DE STOCKAGE DE MRF EN LIEN AVEC LA QUALITÉ DE L’AIR** |
|  | **Points de référence** | **Normes** | **Identification des ouvrages de stockage** | **Identification des points de référence** |
| **[ ] No 1** | **[ ] No 2 [ ]**  |
| **C2.1 Bioaérosols** |
| C2.1.1 | Maison d’habitation | + de 100 m pour une MRF ou un mélange de MRF P2 | Oui[ ]  | Non1 [ ]  | N/A[ ]  | Oui [ ]  | Non1 [ ]  | N/A [ ]  |       |
| C2.1.2 | Immeuble protégé | Oui[ ]  | Non1 [ ]  | N/A[ ]  | Oui [ ]  | Non1 [ ]  | N/A[ ]  |       |
| **C2.2 Odeurs** |
| C2.2.1 | Maison d’habitation | + de 75 mpour une MRF ou un mélange MRF O2 | Oui [ ]  | Non1 [ ]  | N/A [ ]  | Oui [ ]  | Non1 [ ]  | N/A [ ]  |       |
| C2.2.2 | Immeuble protégé  | Oui [ ]  | Non1 [ ]  | N/A [ ]  | Oui [ ]  | Non1 [ ]  | N/A [ ]  |       |
| C2.2.3 | Maison d’habitation  | + de 500 m pour une MRF ou un mélange de MRF O3 | Oui [ ]  | Non1 [ ]  | N/A [ ]  | Oui [ ]  | Non1 [ ]  | N/A[ ]  |       |
| C2.2.4 | Immeuble protégé  | Oui [ ]  | Non1 [ ]  | N/A[ ]  | Oui [ ]  | Non1 [ ]  | N/A [ ]  |       |

1 : Voir les notes explicatives à la section C2.1 et C2.2.